

LES ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES

L'ANNIVERSAIRE DU MASSACRE DES ARMÉNIENS

M. Bill Attewell (Don Valley-Est): Monsieur le Président, le soir du 24 avril 1985, 254 intellectuels arméniens ont été arrêtés à Istanbul; on ne les a jamais revus. Talaat Pasha, qui était ministre de l'Intérieur, a dit ceci: «Je porterai un tel coup aux Arméniens qu'ils ne pourront pas se relever avant 50 ans». Il était l'architecte prophétique du génocide qui a commencé voilà 71 ans.

Avant la Première Guerre mondiale, il y avait deux millions d'Arméniens dans l'Empire ottoman. Après la Guerre, il n'y en avait plus que 100,000. Le Canada doit aider les Arméniens à redresser les torts. Les faits sont clairs. Dans un rapport du sous-comité des Nations Unies paru dernièrement, il est question «Du massacre des Arméniens dans l'Empire ottoman». Nous espérons que M. Hagopian, président de l'*Armenian National Committee of Canada* et tous les Canadiens d'origine arménienne remporteront cette lutte pour la reconnaissance des droits de la personne. Les Arméniens ont bel et bien été victimes d'un génocide.

* * *

● (1415)

LES ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES

L'ANNIVERSAIRE DU MASSACRE DES ARMÉNIENS

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, nous commémorons aujourd'hui le soixante et onzième anniversaire du massacre des Arméniens. Des centaines de personnes étaient rassemblées sur la colline du Parlement aujourd'hui pour marquer ce qu'on qualifie de premier grand génocide du siècle. Il est temps que notre gouvernement et d'autres réagissent.

Nous assisterons nombreux ce soir au dîner organisé à la mémoire du sort que les républiques baltes ont connu aux mains de l'Union soviétique. Nous ne nous attendons pas à avoir une grande influence sur l'Union soviétique. Nous nous attendons toutefois à ce que nos instances auprès d'alliés au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord aient un certain effet. Il est temps que le gouvernement du Canada insiste auprès du gouvernement de la Turquie pour lui faire reconnaître les atrocités de 1915 et pour le convaincre de réparer le tort causé au peuple arménien.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU COMMISSAIRE DU YUKON

M. le Président: Je signale aux députés la présence dans notre tribune de M. Ken McKinnon, commissaire du Yukon.

Des voix: Bravo!

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES EXPORTATIONS DE BOIS D'OEUVRE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, quand j'ai vu les conservateurs se lever, j'ai pensé que c'était peut-être parce que le président Reagan arrivait dans la tribune.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Deans: Si c'était le cas, ils seraient à genoux.

M. Axworthy: Ma question s'adresse au premier ministre. Hier soir, nous avons vu que pour sauver ses propositions commerciales le président Reagan a fait plusieurs promesses très importantes aux membres du comité des finances du Sénat américain. Je souhaiterais interroger le premier ministre sur ces promesses et sur leur importance pour le Canada.

Sur la question du bois, le sénateur Packwood a dit qu'il avait obtenu la promesse que le président des États-Unis rédigerait une lettre exposant des propositions en vue de négociations distinctes et rapides pour résoudre le contentieux qui oppose nos deux pays au sujet du bois. Sachant à quel point c'est quelque chose de vital pour nos intérêts, avons-nous demandé à être consultés au sujet de cette lettre? Le premier ministre maintient-il son affirmation qu'il n'y aura aucune concession, bien qu'il ait déclaré hier soir que nous devions être prêts à accepter certains compromis afin de servir au mieux les intérêts des États-Unis?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je n'ai jamais dit une chose pareille. C'est une pure calomnie de la plus haute désinvolture. Je n'ai rien dit de pareil. J'exige que le député se rétracte pour cette déclaration parfaitement fausse.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE CONSULTER LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je demande au premier ministre de répondre à la question, pas de faire semblant de monter sur ses grands chevaux. Est-il prêt à répéter son engagement à ne pas faire de concessions? Va-t-il consulter le président des États-Unis au sujet de cette lettre qu'il va rédiger à propos des négociations sur le bois afin de savoir ce qui se trame et de nous éviter de brader les intérêts du Canada dans le domaine du bois?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Voilà qui est différent, monsieur le Président. Nous revenons à la simple distorsion habituelle des faits par les libéraux. Pas de problème avec cela.

Le président des États-Unis a dit que les négociations débutteraient sans condition. C'est aussi la position du gouvernement canadien. C'est strictement ce qui s'est passé. Je sais que cela donne des cauchemars et des maux de tête au député de Winnipeg parce qu'il prédit le contraire depuis des semaines, mais il va falloir qu'il se fasse une raison.